

Varia

## Histoire et analyse d'une politique linguistique inaboutie (2019-2022): le cas du kitoro

Louis-Jean Calvet<sup>1</sup> 

**Bethania Mariani**  
Editora-chefe dos  
Estudos de Linguagem

### Résumé

*Dans cet article, l'auteur propose une réflexion sur les choix linguistiques de certains pays et sur les tentatives d'intervention extérieure dans ces choix. Il s'agit d'un texte à caractère pédagogique qui peut être utilisé dans des cours de politiques linguistiques pour initier une réflexion autour de l'arbitraire du pouvoir, du rôle des experts internationaux, de la coopération technique, impliquant principalement des contextes postcoloniaux et plurilingues, ainsi que des questions plus générales, pratiques, idéologiques, anthropologiques, politiques ou éthiques.*

**Mots-clés:** Politique linguistique. Idéologies linguistiques. Plurilinguisme.

Recebido em: 15/08/2023  
Aceito em: 13/11/2023

<sup>1</sup>Aix-Marseille Université. Marseille, France.  
E-mail: louis-jean.calvet@wanadoo.fr

### Comment citer:

CALVET, Louis-Jean. Histoire et analyse d'une politique linguistique inaboutie (2019-2022): le cas du kitoro. *Gragoatá*, Niterói, v. 28, n. 62, e59558, set.-dez. 2023. Disponível em: <https://doi.org/10.22409/gragoata.v28i62.59558.fr>

**L**e Toroland, d'une superficie de 231.000 km<sup>2</sup> et comptant un peu plus de deux millions d'habitants, est situé au sud-ouest de l'Ouganda, englobe l'ancien royaume du Toro (1830-1967), et a fait sécession en 2019 après un coup d'état. Après un long débat il s'est déclaré République du Toroland. Certains considéraient en effet que cette appellation portait la marque de l'ancien colonisateur britannique, la partie musulmane de la population penchait pour bilad Toro, et une minorité asiatique pour Torostan, mais on conserva cependant l'appellation de Toroland.

Nous allons dans les pages qui suivent présenter les débats et les décisions concernant la politique linguistique du Toroland. La région devenue pays indépendant compte en effet 37 langues différentes, principalement bantoues mais aussi nilotiques et soudanaises, rarement inter-compréhensibles. Aucune de ces 37 langues n'est langue première de plus de 10% de la population, et la situation géographique du pays est un facteur multiplicateur de son aspect de puzzle linguistique, ou de confettis linguistiques.

Situé sur la ligne de partage des eaux entre l'océan Atlantique et l'océan Indien, le pays est en effet très montagneux et possède des forêts profondes: on y parle d'une vallée à l'autre des langues différentes. Ajoutons à cela qu'il n'y a pas de langue véhiculaire s'étendant sur l'ensemble du territoire. En outre du côté Est se trouvent des pays dont l'anglais est la langue officielle tandis et du côté Ouest des pays dont la langue officielle est le français ou le portugais, ce qui fait du Toroland une "terre de mission" pour l'Anglophonie, la Francophonie et la Lusophonie.

### **Les premiers débats: quelle(s) langue(s) officielle(s)?**

On aurait pu s'attendre à ce que, comme dans la grande majorité des pays anciennement colonisés, la langue de l'ancien colonisateur soit décrétée langue officielle et qu'une partie des langues endogènes soit langues nationales.

L'ambassade de Chine, voyant la possibilité d'ajouter un « soft power » linguistique à sa présence économique dans ce pays neuf organisa une conférence au titre un peu énigmatique : Le ti (体) et le yong (用). Le conférencier, venu de l'Université des langues étrangères de Canton, présenta dans un anglais parfait un raisonnement s'appuyant sur une formule de Zhang Zhidong (1837-1909), 中学为体, 西学为用 (zhong xue wei ti, xi xue wei yong), que l'on peut traduire par "éducation chinoise pour les principes (ou l'essence, ou l'identité), éducation occidentale pour l'utilité". Cette distinction entre le ti et le yong (le 体 et le 用) permettait de distinguer ou d'opposer ce qui relevait de la culture du pays, de l'identité, et ce qui relevait de l'apport possible des étrangers, de l'utilitaire. En d'autres termes le débat devait être entre ce que nous pourrions appeler une conception humaniste des langues (qui comprendrait en particulier la littérature et tirerait vers le ti) et une conception plutôt utilitariste, qui considérerait les langues uniquement comme des instruments et resterait donc du côté du yong. Et selon lui la tension entre les deux, entre une

vision essentialiste et une vision instrumentaliste des langues, devait être au centre de la réflexion du pays: quelle langue identitaire et quelle langue utile ? Il n'osa pas aller jusqu'à suggérer que cette dernière pouvait être le chinois, destiné à devenir une des grandes langues mondiales, mais beaucoup des auditeurs le comprirent.

Cependant le gouvernement voulant se débarrasser de l'héritage colonial n'était pas prêt à remplacer l'anglais par le chinois. D'ailleurs les auteurs du coup d'état se réclamaient de l'authenticité et la question se posait donc en ces termes : comment traduire l'authenticité dans le domaine des langues. Le président de la République (jeune lieutenant très vite auto-promu général) tenta d'abord d'imposer sa propre langue, parlée par moins de 30.000 personnes dans une vallée éloignée, ce qui déclencha une vague d'opposition dans le pays. Quelques intellectuels tentèrent d'intervenir sur le thème de l'authenticité : le pays, disaient-ils, était plurilingue, et pour respecter son authenticité, il fallait instituer un régime linguistique authentiquement plurilingue. En outre soulignaient-ils la langue du président était une langue bantoue, alors qu'il y avait d'autres groupes minoritaires dans le pays. On les fit vite taire, mais la grogne gagna le sein même du gouvernement. On trouva alors une solution de nature à mettre fin à cette grogne: le président et ses 26 ministres avaient 8 langues maternelles différentes et l'on décida d'en faire les 8 langues officielles de la république, les 29 autres étant déclarées langues nationales. Restait à trouver une explication cohérente à ce choix.

C'est le conseiller culturel de l'ambassade de Russie qui débloqua la situation. Averti, comme tout le monde, du problème auquel était confronté le gouvernement torolandais il proposa l'expertise d'un linguiste de l'Université d'Etat de Saint-Petersbourg, spécialisé en politique linguistique, insistant sur la renommée de cette université, la plus vieille du pays, fondée par un décret de Pierre le Grand en 1724. Une mission fut immédiatement organisée et l'expert russe rédigea un rapport reposant sur les travaux de Malcolm Guthrie (1948;1971) et celui, plus récent, de Francis Jouannet (1985). Guthrie avait reconstruit ce qu'il appelait le proto-bantou en partant d'une comparaison de toutes les langues de cette famille, s'appuyant sur la linguistique comparée et la phonétique historique. Cette reconstruction, comparable à celle de l'indo-européen, l'avait donc menée à une langue hypothétique à partir de laquelle l'expert russe avança le concept d'échelle d'authenticité linguistique. Plus une langue se rapprochait, du point de vue lexical et phonologique, de ce proto-bantou, et plus elle était authentiquement bantoue. Et, pour ce qui concernait les 37 langues torolandaises, celles qui venaient en tête de l'échelle d'authenticité linguistique étaient les 8 choisies par le gouvernement. Ce rapport fut publié dans l'unique journal du pays, précédé d'une présentation laudative de l'université de Saint-Petersbourg et de l'expert linguiste. Personne n'y comprit rien, mais l'authenticité linguistique convenant parfaitement à l'idéologie choisie par le pouvoir on crut le problème réglé. Les juristes chargés de

la rédaction d'un projet de constitution mirent donc son article premier la liste des 8 langues officielles.

La première réunion du conseil des ministres montra cependant que cette décision était inapplicable. Respectant la décision validée par l'expert chacun utilisa sa langue. Il en résulta une cacophonie générale, même si certains, parlant la même langue, se comprenaient entre eux, mais les secrétaires ne parvenaient pas à prendre des notes dans huit langues différentes et le porte-parole du gouvernement se demandait en quelle langue rendre compte des décisions du gouvernement (qui, dans le brouhaha dominant, n'en avait d'ailleurs pris aucune).

### **Vers une langue torolandaise: le kitoro**

Le neveu d'un ministre, seul jeune torolandais à avoir fait des études de littérature hispanique, suggéra à son oncle une solution qui pouvait paraître raisonnable : puisque l'échelle d'authenticité linguistique ne résolvait pas vraiment le problème de communication posé par le plurilinguisme du pays, il fallait créer une langue authentiquement torolandaise. L'idée parut séduisante : mais comment créer une langue. Le ministre de la culture fut chargé de recevoir le jeune homme et de l'interroger sur son idée, tâche qu'il délégua à un membre de son cabinet.

Le jeune diplômé expliqua qu'il avait fait un master sur l'écrivain argentin Julio Cortazar (1962), et que dans un court texte de son livre *Historias de Cronopios y de Famas* intitulé "anicroches dans les services publics", l'écrivain argentin imaginait que le directeur général de la radio, un "cronope", décide un jour de faire traduire tous les bulletins d'informations, les publicités, les chansons diffusés sur les ondes en roumain, "langue fort peu répandue en Argentine", précise-t-il. Dans un premier temps les auditeurs ne comprennent rien, s'étonnent, secouent leurs postes, mais la radio continue d'émettre en roumain, "y compris le célèbre tango *Ce soir je me soûle*. Ils téléphonent pour protester, mais au standard on ne leur répond qu'en roumain. Bref, ce changement produit une grande pagaille. Le gouvernement prend alors une décision radicale: il fait fusiller le directeur et nomme à sa place un « Fameux » chargé de remettre de l'ordre. Ce dernier rétablit donc la langue nationale sur les ondes. Mais, une partie de la population avait acheté des manuels et des dictionnaires de roumain, cette langue était devenue à la mode, au grand dam du gouvernement, et certains allaient même secrètement se recueillir sur la tombe de feu le directeur, cronope et roumanophile, de la radio.

— Vous voulez qu'on prenne le roumain comme langue officielle du Toroland, s'exclama le conseiller ministériel.

Le jeune homme répondit que non, bien sûr, mais que ce petit texte fantaisiste était un bon thème de réflexion pour qui s'intéressait aux politiques linguistiques. Quel que soit l'aspect paradoxal de cette

décision (passer de l'espagnol au roumain sur les ondes nationales d'un pays hispanophone), on y voit qu'après le retour en arrière elle laisse des traces dans la population. Le roumain devient une langue à la mode et son promoteur est révérend. Il poursuivit qu'à son avis, cela montrait qu'une population s'habitueait très vite à une nouvelle langue.

- Et alors, qu'est-ce que vous proposez?
- le roumain dans le texte de Cortazar.

Le conseiller rapporta au ministre, qui décida de prendre à son compte cette idée, et après quelques semaines de flottement, il fut décidé de créer une "Commission pour une langue d'unification du Toroland", composée de quelques fonctionnaires et de la dizaine de jeunes linguistes du pays ayant étudié dans différentes universités occidentales. Ils avaient des formations différentes, voire antagonistes, se réclamaient de « maîtres » différents, de théories différentes et par ailleurs ne savaient pas vers quel type de langue allaient les préférences du gouvernement. Par prudence, et pour éviter les conflits, ils décidèrent donc de consacrer leur première réunion à la question du nom de la langue. L'un d'eux, plein de componction, improvisa un petit discours: "Chers collègues, nous savons tous qu'en Allemagne on parle l'allemand, en Angleterre l'anglais, en France le français, en Italie l'italien. La langue du Toroland devrait donc s'appeler le Torolandais". Plusieurs approuvèrent d'un hochement de tête, mais un fonctionnaire lança:

- Et l'authenticité dans cela?

On avait, c'est vrai, oublié l'authenticité. Le nom de la plupart des langues bantoues étant précédé de la marque de classe *ki*, comme dans *kiswahili*, *kikongo*, *kirundi*, etc., quelqu'un proposa alors *kitoro*, "langue toro", qui fit l'unanimité, les langues des groupes minoritaires étant oubliées. On leva donc la séance et les fonctionnaires allèrent porter la bonne nouvelle dans leurs administrations respectives: la langue du pays pourrait s'appeler le *kitoro*. « Pourrait » car il fallait bien sûr obtenir l'aval des autorités supérieures. La proposition monta donc vers les ministres, qui eux-mêmes la firent remonter au Président, qui approuva. La langue du Toroland avait désormais un nom.

La deuxième réunion de la "Commission pour une langue d'unification du Toroland" porta sur l'écriture. Les jeunes linguistes, qui avaient tous étudié dans des pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord proposèrent l'alphabet latin. Mais il y avait dans la commission deux musulmans qui préféraient l'alphabet arabe. Un autre suggéra que, puisqu'on allait créer une nouvelle langue, on pouvait aussi créer une nouvelle écriture, une écriture authentiquement torolandaise. On mis un terme à la réunion sans parvenir à une décision, mais un journaliste à l'affut publia le lendemain dans le quotidien un article sous le titre de: "Quelle écriture pour le Toroland?".

## Le débat sur l'écriture

Deux jours plus tard, l'ambassade de Chine fit parvenir au journal un texte expliquant que le système chinois était le plus universel, puisque les caractères n'indiquent pas la façon dont on prononce un mot mais simplement son sens. Ainsi 馬 qui désigne le cheval pouvait aussi bien se prononcer horse, comme en anglais, cavallo comme en italien, pferd comme en allemand, ma comme en chinois, et 馬 pourrait donc tout aussi bien désigner la cheval en kitoro, quel que soit son nom dans cette future langue. Personne ne savait que cet argument n'était qu'en partie vrai, puisqu'il avait aussi des indications phoniques dans certains caractères composés, mais la proposition chinoise fut repoussée lorsqu'on se rendit compte qu'il faudrait apprendre des milliers de caractères, comme fut repoussée l'idée de l'alphabet arabe, le poids de l'islam dans le pays étant faible. Et c'est une fois de plus de Président qui décida: le kitoro s'écrivait en alphabet latin.

Après l'intervention, avortée, de la Chine, plusieurs pays utilisant l'alphabet latin, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, le Portugal, tentèrent à leur tour d'influencer la "Commission pour une langue d'unification du Toroland". Ayant compris qu'il n'avaient plus aucune chance d'imposer l'anglais, ou toute autre langue coloniale, comme langue officielle, ils choisirent un autre terrain: celui de la façon dont on allait utiliser cet alphabet, les relations entre les lettres et les sons. Après tout, l'alphabet latin avait été adapté au turc ou au vietnamien, et la question était de savoir comment l'adapter au kitoro. Il existe de nombreuses traces de leurs interventions dans les archives de différentes ambassades, mais je n'en donnerai qu'un résumé général. L'idée était que les lettres d'un alphabet n'ont pas la même valeur phonétique dans les différentes langues. Ainsi la suite ch ne se prononce pas de la même façon en français (chèque), en allemand (ach) ou en espagnol (mucho), comme le u peut selon les langues se prononcer u ou ou. Ou encore le son /o/ pourrait-il, comme en français s'écrire o, au, eau, aux, aulx? Ne risquait-on pas de tomber dans le travers dont se moquait Shaw, l'auteur de *Pygmalion*, lorsqu'il disait que le nom anglais du poisson, *fish*, pouvait s'écrire *ghoti*, gh comme dans *laugh*, o comme dans *women* et ti comme dans *nation*?

L'Allemagne, la France, Grande-Bretagne et le Portugal firent alors le siège de la "Commission pour une langue d'unification du Toroland" en essayant d'expliquer que leur utilisation de l'alphabet latin était la meilleure. Voici quelques extraits traduits en français des rapports envoyés par certains ambassadeurs.

– Une "Commission pour une langue d'unification du Toroland", constituée d'urgence, est disposée, pour concilier les diverses tendances, à émailler son propos de lettres empruntées à différents pays.

– Ainsi que le sait votre excellence, Mr X, Chargé d'Affaires en mon absence, afin de prévenir une solution préjudiciable à l'influence de notre langue, avait chargé notre traducteur, Mr Y, de préparer un système d'adaptation de l'alphabet latin prononcé à la française. Sa connaissance

des dialectes bantous, acquise par trente années d'études, le qualifiait pour ce travail. Dans la brochure qu'il a composée à cette occasion, Mr Y a démontré que l'adoption de notre manière de prononcer était aisée, pratique et qu'elle pouvait répondre aux besoins de la phonétique bantoue.

- Les Torolandais parleront donc kitoro tout en écrivant latin
- Le ministre X a pu me dire, avec quelque exagération peut-être, que dans le kitoro de demain il y aura une bonne moitié de mots de notre langue.
- Dans les villages perdus du pays, une population de pasteurs dispersée sur les hauts plateaux, les vallées et les montagnes, apprendra donc à écrire et à lire de kitoro dans un alphabet proche du nôtre. Etc.

Mais tous mettaient la charrue avant les bœufs: personne ne savait encore ce que serait le kitoro, et certains diplomates occidentaux avaient simplement supposé qu'il serait inspiré des langues bantoues.

### Construire une langue

Paradoxalement en effet, si le kitoro avait désormais un nom et un alphabet, il n'avait aucune réalité. Il fallait à présent lui donner une existence plus concrète. Les membres de la Commission hésitaient: allait-on commencer par le lexique et réaliser un dictionnaire de la langue, ou par la syntaxe et réaliser une grammaire? Il fut considéré comme plus simple de se consacrer à un dictionnaire et comme logique de prendre comme guide de travail l'ordre alphabétique, de débiter donc par la lettre A. L'ordre du jour de la réunion suivante de la "Commission pour une langue d'unification du Toroland", fut donc "Dictionnaire, lettre A". Mais, dès le début des travaux, les participants se trouvèrent dans une impasse: lettre A, mais dans quelle langue? Partir d'un dictionnaire d'une langue bantoue? Prendre un dictionnaire d'une langue européenne et forger des mots nouveaux pour chaque entrée?

Les mêmes pays avaient mis des experts à la disposition de la commission, et un lexicologue expliqua que les dictionnaires ne créaient pas des mots, qu'il enregistrait les usages des locuteurs. Pour faire un dictionnaire, expliqua-t-il, il faut partir d'un corpus, et un corpus implique d'abord une langue. Et il se lança dans un long commentaire des écrits de Ludwig Wittgenstein (1986), en particulier de ses *Investigations philosophiques*, développant un exemple sémiologique, celui d'un poteau indicateur: on se dirige selon un poteau indicateur s'il existe un usage régulier des poteaux indicateurs.

Un autre expert suggéra cependant que l'on pouvait partir de lexiques simples, comme le *Français fondamental* ou le *Basic English*, pour tenter de créer des équivalents à chacune de leurs entrées afin de créer un Basic Kitoro, ou un Kitoro fondamental. Et un troisième signala l'existence de langues construites, comme le volapük ou l'espéranto. Cette dernière intervention suscita l'intérêt des membres de la commission. Tout le monde avait entendu parler de l'espéranto. On chargea donc un jeune linguiste de se renseigner et de faire un rapport sur ce point.

L'ordre du jour de la réunion suivante de la "Commission pour une langue d'unification du Toroland" fut donc "rapport sur l'espéranto". Le rapporteur débuta par une présentation des principes et des buts des langues artificielles. Il s'agissait de refuser la domination d'une langue universelle naturelle, fruit de l'histoire, des impérialismes et de la colonisation. Il évoqua ensuite les langues mixtes issues des pratiques sociales, comme la lingua franca en Méditerranée, ou les divers pidgins puis en vint à l'espéranto. Cette langue, expliqua-t-il, visait d'abord la simplicité et la régularité formelle: les noms s'y terminent tous par o, les adjectifs par a, les infinitifs par i. Ainsi *sapo y* signifie "savon", *sapa* "savonneux" et *sapi* "savonner". On fit immédiatement remarquer que la racine de ce mot était le *soap* anglais. Non, le latin *sapo* souligna un lettré. Le rapporteur avait apporté un ouvrage, le *L'espéranto*, qu'il fit circuler dans la salle.

– Mais tous les mots sont indo-européens! s'exclama quelqu'un.

Tous se mirent à feuilleter le livre et à repérer des exemples confortant cette remarque: *suno* pour "soleil", *tago* pour "jour", *trinki* pour "boire", *glaso* pour "verre". Et l'un d'entre eux en lu à haute voix un court passage: " Les lexèmes sont tirés à plus de 75% des langues latines, en particulier du latin et du français et à 20% des langues anglo-germaniques, le reste comprenant des emprunts au grec, surtout d'ordre scientifiques, aux langues slaves...". Il s'ensuivit un long brouhaha:

- C'est une langue impérialiste!
- Ca n'a rien d'authentique!
- Ce serait imposer au peuple des mots venus d'ailleurs !
- C'est un truc de Blancs, d'Européens!
- Ça ressemble à la Newspeak d'Orwell

Le rapporteur tenta d'expliquer qu'il ne s'agissait que d'un modèle, qu'on pouvait utiliser comme guide pour élaborer des racines issues des langues bantoues, prendre par exemple toutes les langues du pays.

– Mais il n'y a pas de lexiques de nos langues! Qui fera le travail?

La réunion allait se terminer quand quelqu'un suggéra qu'il serait peut-être plus logique de commencer par la syntaxe du kitoro. Et l'on décida d'en faire l'ordre du jour de la réunion suivante, ce qui fut adopté à l'unanimité.

De nouveau les experts étrangers affutèrent leurs armes. chacun ayant en tête de "créer" une langue la plus proche de celle de son pays. Qu'il s'agisse de l'ordre des mots (sujet-verbe-objet ou sujet-objet-verbe?), d'un système fondés sur de déclinaisons ou sur des prépositions, d'une opposition masculin féminin ou d'un neutre, chacun voulait imposer son propre système. De leurs côtés, ceux des jeunes linguistes torolandais

ayant étudié aux USA voulaient que l'on parte d'un système de structures profondes et des règles de transformations permettant de passer aux structures superficielles tandis qu'un autre, ayant étudié à Paris, suggérait de s'appuyer sur un ouvrage de Claude Hagège (1986): *La structure des langues*.

– Mais c'est encore un livre impérialiste ! Il n'y a pas "La" structure des langues mais "Les" structures des langues! Elles sont toutes différentes!

Il serait trop long de présenter la suite des débats. Soulignons simplement que la "Commission pour une langue d'unification du Toroland" a été momentanément suspendue en novembre 2022. Les autorités semblent aujourd'hui aller dans une autre direction: "S'il est désormais acquis que la langue du pays sera le kitoro, oublions le problème du lexique et de la syntaxe et pensons plutôt à une langue des signes, comparable à celle des sourds, ce qui permettrait d'éviter ces questions de racines, d'écriture, voire de phonétique ou de phonologie..."

C'est la France qui réagit la première et fit venir un nouvel expert. Après avoir rappelé le congrès de Milan de 1880 au cours duquel on avait décidé d'interdire les signes aux enfants sourds et de les oraliser, il passa à la situation actuelle, moins dogmatique, et présenta longuement une classification des différentes langues signées du monde, en s'appuyant sur les travaux d'un linguiste québécois, Henri Wittmann (1991): langue des signes française, allemande, britannique, de Belgique francophone et flamande, japonaise, américaine et même langue des signes lyonnaise. Car il existe presque autant de langues des signes que de communautés de sourds, chacune d'entre elles ayant son histoire et son lexique. Mais, selon l'expert, la langue des signes française était la plus appropriée pour le Toroland.

### **Conclusions**

Les autres pays étrangers n'ayant pas encore proposé d'experts des langues des signes, les choses pourraient en être restées là. Mais fin 2022, le président de la république tança sérieusement ses ministres. Il avait promis, lors de sa prise de pouvoir, qu'il rendrait la parole au peuple en 2023 en organisant une élection présidentielle. Il voulait se présenter à cette élection et pour cela disposer d'une constitution, dont la rédaction était bien avancée. Mais un article était resté en plan. Il avait sous les yeux un document présentant diverses formulations, qui rendaient compte de la chronologie des débats que nous avons résumés:

"Les langues officielles du Toroland sont les huit langues suivantes. Une loi organique déterminera les conditions et les modalités de leur emploi".

"La langue officielle du Toroland est le kitoro. Une loi organique déterminera le statut des autres langues du pays".

"La langue officielle du Toroland est la langue des signes torolaise".

Et enfin une version qui le mit en fureur:

“La langue officielle du Toroland est la langue des signes torolaise. L’anglais est la langue de travail”.

L’anglais! Ils n’avaient rien compris à l’authenticité! Je suis obligé de tout faire!

Il barra d’un trait rageur l’ensemble du document et écrivit quelques lignes: “Le Toroland n’a pas de langue. Il est interdit de parler dans l’espace public. Les campagnes électorales seront donc silencieuse. On utilisera la communication propre à l’authenticité torolandaise, celle du troc silencieux pratiqué depuis des générations sur nos marches”.

### PS

Le lecteur aura compris que la situation qui vient d’être présentée est totalement imaginaire. Fictive donc, mais pas fausse pour autant. La plupart des faits ou des arguments relatés sont en effet emprunté à évènements réels, dans différents pays et à différentes époques. Les extraits de lettres citées viennent d’archives diplomatiques, je les ai simplement adaptés à la situation fictive que j’ai présentée. Il en va de même pour les différentes versions de l’article de la constitutions concernant les langues. Et les citations venant de différents livres sont réelles. En outre, si le royaume du Toro existe bien, seuls le Toroland et le kitoro sont de pures inventions.

Au-delà de l’aspect ludique de cet article, il constitue une sorte de condensé des choix de certains pays et des tentatives d’interventions extérieures sur ces choix. Il faut donc y voir un document pédagogique que l’on pourrait proposer dans des cours de politiques linguistiques afin d’amorcer une discussion autour de l’arbitraire du pouvoir, du rôle des experts internationaux, de la coopération, des situations postcoloniales, ou autour de questions plus générales, pratiques, idéologiques, anthropologiques, politiques ou éthiques. Dans l’espoir qu’une approche humoristique puisse parfois servir la cause d’une réflexion à la fois scientifique et politique.

## Références

CORTÁZAR, Julio. *Historias de Cronopios y de Famas*. Buenos Aires: Minotauro, 1962.

FRANCIS, Jouannet. *Prosodologie et phonologie non linéaire*. Paris: SELAF/ACCT, 1985.

GUTHRIE, Malcolm. *The Classification of the Bantu Languages*. London: Oxford University Press; The International African Institute, 1948.

GUTHRIE, Malcolm. *Comparative Bantu: an introduction to the comparative linguistics and prehistory of the Bantu languages*. London: Gregg International, 1967-1971. 4v.

HAGÈGE, Claude. *La Structure des langues*. Paris: PUF, 1982

JANTON, Pierre. *L'espéranto*. Paris: PUF, 1973.

WITTMANN, Henri. Classification linguistique des langues signées non vocalement. *Revue Québécoise de Linguistique Théorique et Appliquée*, v. 10, n. 1, p. 215-288, 1991.

WITTGENSTEIN, Ludwig. *Philosophische Untersuchungen*. In: WITTGENSTEIN, Ludwig. *Tractatus logico-philosophicus*. Paris: Gallimard, 1986.

YIHONG, Gao. Sociocultural contexts and English in China: Retaining and reforming the cultural habitus. In: LO BIANCO, Joseph; ORTON, Jane; YIHONG, Gao. (eds.). *China and English: Globalisation and the dilemmas of identity*. Bristol: Multilingual Matters, 2009. p. 56-78.

## **História e análise de uma política linguística inacabada (2019-2022): o caso de kitoro**

### **Resumo**

*Neste artigo, o autor propõe uma reflexão sobre as escolhas linguísticas de determinados países e sobre as tentativas de intervenção externa nessas escolhas. Trata-se de um texto de caráter pedagógico que pode ser utilizado nos cursos de políticas linguísticas para iniciar uma discussão sobre a arbitrariedade do poder, o papel dos especialistas internacionais, a cooperação técnica, envolvendo principalmente contextos pós-coloniais, plurilíngues, além de questões mais gerais de ordem prática, ideológica, antropológica, política e ética.*

**Palavras-chave:** *Política Linguística. Ideologia linguística. Plurilinguismo.*

## **History and Analysis of an Unfinished Language Policy (2019-2022): The Case of Kitoro**

### **Abstract**

*In this article, the author proposes a reflection on the language choices of certain countries and on the attempts of external intervention in these choices. It is a text of pedagogical character that can be used in language policy courses to initiate a discussion on the arbitrariness of power, the role of international experts, technical cooperation, mainly involving post-colonial, plurilingual contexts, as well as more general issues of practical, ideological, anthropological, political and ethical order.*

**Keywords:** *Language policy. Linguistic ideologies. Plurilingualism.*